

# JOURNAL OFFICIEL

## DU TERRITOIRE DU TOGO

PARAISANT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

### ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies . . .	70 fr.	40 fr.
Etranger { Pays à demi-tarif 100 fr.	60 fr.	
{ Pays à plein tarif 120 fr.	70 fr.	
Prix du numéro { Au comptant, à l'imprimerie : 3. fr.		
{ Par porteur ou par la poste.		
{ Togo, France et Colonies : 3. fr. 50		
{ Etranger : Port en sus.		

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne . . . . .	4 fr.
Minimum . . . . .	20 fr.
La page . . . . .	400 fr.
Chaque annonce répétée ; moitié prix ; minimum 20 fr.	

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.  
Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1939

- 19 avril — Décret fixant la compétence des juridictions françaises de l'A.O.F. en matière pénale, civile et commerciale concernant les indigènes satisfaisant ou ayant effectivement satisfait à leurs obligations militaires. (Arrêté de promulgation No 603 Cab. du 6 décembre 1944) 574

- 22 août — Décret étendant aux indigènes décorés de la Légion d'Honneur à titre civil et aux indigènes électeurs aux assemblées locales, les dispositions du décret du 19 avril 1939, modifiant la compétence *ratione personae* des juridictions de l'A.O.F. (Arrêté de promulgation No 603 Cab. du 6 décembre 1944) 574

1944

- 11 avril — Décret relatif à la compétence des juridictions de l'A.O.F. (Arrêté de promulgation No 603 Cab. du 6 décembre 1944) 574

- 11 août — Décret instituant une école africaine de médecine et de pharmacie dont le siège est à Dakar. (Arrêté de promulgation No 604 Cab. du 6 décembre 1944) 575

- 11 août — Décret organisant le cadre des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains, commun à l'A.O.F. à l'A.E.F. et aux territoires du Cameroun et du Togo français. (Arrêté de promulgation No 604 Cab. du 6 décembre 1944) 575

- 14 août — Arrêté (Colonies) portant organisation et réglant le fonctionnement de l'école africaine de médecine et de pharmacie de Dakar. (Arrêté de promulgation No 604 Cab. du 6 décembre 1944) 577

- 10 septembre — Arrêté ministériel (Colonies) qui valide l'acte dit « arrêté ministériel du 13 octobre 1942 » abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 94 du décret du 2 mars 1910, et qui remplace lui-même par de nouvelles dispositions le paragraphe III dudit arrêté (indemnité de départ colonial. (Arrêté de promulgation No 605 Cab. du 6 décembre 1944) 580

#### ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

1944

- 24 octobre — No 2899 AP. — Arrêté général portant approbation des statuts de l'Association régionale des Anciens Combattants et Victimes de la guerre de l'A.O.F. et du Togo. 580

- 9 novembre — No 3017 SE. — Arrêté général fixant les modalités d'importation de marchandises étrangères en A.O.F. par voie de licences . . . 584

- 15 novembre — No 3053 SE. — Arrêté général modifiant l'arrêté No 1042 du 8 avril 1944 fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation soumises au contrôle du comité du commerce extérieur. . . 584

- 21 novembre — No 3125 SE. — Arrêté général portant fixation des valeurs FOB des produits de la récolte 1944-45. 585

- 21 novembre — No 3127 DT. — Arrêté général modifiant le montant de la déclaration de valeur des lettres et boîtes avec valeur déclarée . . . 586

- Additif à la nomenclature annexée à l'arrêté général No 2757 TP. du 5 octobre 1944, fixant les conditions de répartition et réglementant la mise en vente des produits industriels. . . 586

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

1944

- 24 novembre — No 588 TP. — Arrêté fixant le prix de vente de l'eau . . . 586

- 25 novembre — No 589 AE. — Arrêté fixant les prix de vente de l'huile de palme pour la campagne 1945. . . 587

25 novembre	—	N° 590 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat du ricin pour la campagne 1944-1945	587
25 novembre	—	N° 591 AE. — Arrêté fixant à nouveau les conditions de vente à Lomé des marchandises rationnées	588
1er décembre	—	N° 599 AE. — Arrêté fixant les prix d'achat de tapioca pour la récolte 1945	588
9 décembre	—	N° 606 F. — Arrêté modifiant l'arrêté N° 473 F. du 1er septembre 1942 fixant les prix de cession des objets de vannerie confectionnés par la main-d'œuvre pénale	589
9 décembre	—	N° 607 F. — Arrêté fixant à nouveau les taux de cession de la main-d'œuvre pénale	589
Personnel			589
Divers			590

## PARTIE NON OFFICIELLE

### Avis et communications

Avis relatif à la clôture de l'exercice 1944 du budget colonial au Togo	591
Curatelle aux successions et biens vacants	591
Domaines	591

## PARTIE OFFICIELLE

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Justice

N° 603 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

6 décembre 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo les décrets des 19 avril 1939, 22 août 1939 et 11 avril 1944 relatifs à la compétence des juridictions de l'A. O. F.

Voir :

DECRET du 19 avril 1939 au J. O. A. O. F. du 27 mai 1939 — Page 638.

DECRET du 22 août 1939 au J. O. A. O. F. du 23 septembre 1939 — Page 1212.

DECRET du 11 avril 1944.

LE COMITÉ FRANÇAIS DE LA LIBÉRATION NATIONALE,

Sur le rapport du Commissaire aux Colonies et du Commissaire à la Justice;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale;

Vu le décret du 16 novembre 1924 réorganisant la justice française en Afrique Occidentale Française;

Vu le décret du 3 décembre 1931 réorganisant la justice indigène en Afrique Occidentale Française;

Vu les articles 4 et 8 du décret du 15 novembre 1924 portant réglementation des sanctions de police administrative en Afrique Occidentale Française;

Vu le décret du 20 novembre 1932 réorganisant la justice musulmane et l'assessorat indigène auprès des juridictions de droit français en Afrique Occidentale Française;

Vu le décret du 21 janvier 1931 portant règlement d'administration publique pour l'application aux colonies de la loi du 9 mars 1928 portant révision du Code de justice militaire;

Vu le décret du 26 avril 1930 relatif au recrutement et au statut des officiers indigènes coloniaux de réserve;

Vu les décrets des 19 avril et 22 août 1939 modifiant la compétence des juridictions de l'Afrique Occidentale Française;

Le Comité juridique entendu;

#### DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est et demeure nul, l'acte de l'autorité de fait se disant « Gouvernement de l'Etat Français », dit « décret du 5 janvier 1941 », abrogeant les décrets des 19 avril et 22 août 1939 qui ont modifié la compétence des juridictions de l'Afrique Occidentale.

ART. 2. — Echappent à la nullité constatée par l'article 1er ci-dessus les décisions de justice rendues par les juridictions indigènes de l'Afrique Occidentale Française, en application de l'acte dit « décret du 5 janvier 1941 », réserve faite des voies de recours, annulations et révisions qui peuvent résulter de l'application d'autres textes du Droit commun et du Comité français de la Libération nationale.

ART. 3. — Les décrets des 19 avril et 22 août 1939 sont remis en vigueur, sous réserve de la modification ci-après :

« Sont réservées à la compétence des juridictions indigènes statuant en matière civile ou commerciale, les actions dont le montant ne dépasse pas en valeur trois mille francs en principal ».

ART. 4. — Le Commissaire aux Colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal Officiel* de la République Française.

Alger, le 11 avril 1944.

DE GAULLE.

Par le Comité Français de la Libération Nationale :

Le Commissaire aux Colonies,

R. PLEVEN.

Le Commissaire à la Justice,  
François DE MENTHON.

#### Santé publique

N° 604 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

6 décembre 1944. — Sont promulgués dans le territoire du Togo :

1<sup>o</sup> — le décret du 11 août 1944, instituant une école africaine de médecine et de pharmacie dont le siège est à Dakar;

2<sup>o</sup> — le décret du 11 août 1944 organisant le cadre des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains, commun à l'Afrique Occidentale Française, à l'Afrique Equatoriale Française et aux territoires du Cameroun et du Togo Français;

3<sup>o</sup> — l'arrêté (Colonies) du 14 août 1944 portant organisation et réglant le fonctionnement de l'école africaine de médecine et de pharmacie de Dakar.

*DECRET du 11 août 1944 instituant une école africaine de médecine et de pharmacie.*

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu les recommandations de la conférence africaine de Brazzaville;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Il est institué une école africaine de médecine et de pharmacie, dont le siège est à Dakar, pour recevoir et former, à l'exclusion de tout autre établissement, les médecins et pharmaciens africains ainsi que les sages-femmes africaines qui concourent au service de l'assistance médicale indigène dans les territoires de l'Afrique occidentale française, de l'Afrique équatoriale française, du Cameroun et du Togo.

ART. 2. — L'école africaine de médecine et de pharmacie est un établissement public doté de la personnalité civile.

Les recettes et les dépenses nécessaires à son fonctionnement forment un budget annexe rattaché pour ordre au budget général de l'A. O. F., qui s'exécute selon les dispositions des règlements financiers en vigueur et dont le directeur de l'école est ordonnateur.

Ce budget est alimenté par des contributions des budgets généraux des fédérations de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française et du budget local du Cameroun.

ART. 3. — L'école africaine de médecine et de pharmacie est administrée par un conseil d'administration qui décide de toutes les mesures administratives nécessaires au bon fonctionnement de l'école.

Un conseil de perfectionnement est chargé de l'élaboration des programmes d'études et de la distribution de l'enseignement. Il arrête également toutes les mesures techniques nécessaires.

La composition et les attributions exactes du conseil d'administration et du conseil de perfectionnement sont déterminées par arrêté du commissaire aux colonies.

ART. 4. — L'école africaine de médecine et de pharmacie comprend trois sections : médecine, pharmacie et sages-femmes.

La durée des études est fixée à :

- quatre années pour la section de médecine;
- trois années pour la section de pharmacie;
- trois années pour la section sages-femmes.

Les élèves qui ont satisfait aux examens de sortie reçoivent un diplôme de médecin africain, de pharmacien africain ou sage-femme africaine qui entraîne pour les détenteurs l'obligation de servir pendant une période de dix ans au moins dans les cadres administratifs du personnel des services de santé de l'A. O. F., de l'A. E. F., du Cameroun ou du Togo, en n'importe quel point de ces territoires.

A l'expiration de cette période de dix ans, les intéressés peuvent, sur leur demande, être autorisés à exercer la médecine, la pharmacie ou le métier de sage-femme dans des conditions qui seront fixées ultérieurement par arrêté du commissaire aux colonies.

ART. 5. — Le directeur et les professeurs titulaires de chaires à l'école africaine de médecine et de pharmacie sont nommés par arrêté du commissaire aux colonies qui détermine également les conditions dans lesquelles ils peuvent être remplacés.

ART. 6. — Le commissaire aux colonies fixe par arrêté toutes autres mesures d'application des dispositions ci-dessus, notamment celles relatives à l'organisation et au fonctionnement de l'école. Il est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 11 août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*DECRET du 11 août 1944 organisant le cadre des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains.*

LE GOUVERNEMENT PROVISOIRE DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

Sur le rapport du commissaire aux colonies;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la libération nationale, ensemble l'ordonnance du 3 juin 1944;

Vu le décret du 2 mars 1910 et tous actes modificatifs subséquents sur la solde et les accessoires de solde du personnel colonial;

Vu le décret du 3 juillet 1897 et les actes qui l'ont modifié sur les déplacements du personnel colonial;

Vu le décret du 1<sup>er</sup> novembre 1926 portant création de la caisse intercoloniale de retraites;

Vu les recommandations de la conférence africaine de Brazzaville;

DECRETE :

TITRE PREMIER

*Organisation du cadre*

ARTICLE PREMIER. — Il est créé pour les colonies des groupes de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française, et pour les territoires du Cameroun et du Togo, un cadre des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains.

ART. 2. — Le recrutement des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains est assuré par l'école africaine de médecine et de pharmacie de Dakar. Les élèves de cette école, titulaires du diplôme de fin d'études sont nommés dans le cadre par arrêté du commissaire aux colonies, dans l'ordre de classement de sortie de l'école au grade de début. Les intéressés sont appelés en principe à servir dans leur colonie d'origine, mais peuvent, suivant les nécessités du service, être affectés en n'importe quel point des colonies désignées à l'article premier.

ART. 3. — La hiérarchie, le traitement, la péréquation dans les différents grades, le classement au point de vue déplacements des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains sont fixés ainsi qu'il suit :

HIÉRARCHIE	SOLDE	PÉRÉQUATION	CATÉGORIE
<b>A — Médecins et pharmaciens africains :</b>			
Médecin ou pharmacien africain principal de 1 <sup>re</sup> classe ....	55.000 frs	35 %	2ème
Médecin ou pharmacien africain principal de 2 <sup>e</sup> classe.....	50.000 frs		
Médecin ou pharmacien africain principal de 3 <sup>e</sup> classe.....	45.000 frs		
Médecin ou pharmacien africain principal de 4 <sup>e</sup> classe.....	40.000 frs		
Médecin ou pharmacien africain de 1 <sup>re</sup> classe.....	36.000 frs	65 %	3ème
Médecin ou pharmacien africain de 2 <sup>e</sup> classe.....	33.000 frs		
Médecin ou pharmacien africain de 3 <sup>e</sup> classe.....	30.000 frs		
<b>B — Sages-femmes africaines :</b>			
Sage-femme africaine principale de 1 <sup>re</sup> classe.....	40.000 frs	35 %	2ème
Sage-femme africaine principale de 2 <sup>e</sup> classe.....	37.000 frs		
Sage-femme africaine principale de 3 <sup>e</sup> classe.....	34.000 frs		
Sage-femme africaine principale de 4 <sup>e</sup> classe.....	31.000 frs		
Sage-femme africaine de 1 <sup>re</sup> classe.....	28.000 frs	65 %	3ème
Sage-femme africaine de 2 <sup>e</sup> classe.....	26.000 frs		
Sage-femme africaine de 3 <sup>e</sup> classe.....	24.000 frs		

## TITRE II

### Avancement

ART. 4. — L'avancement en grade et en classe a lieu exclusivement au choix et ne peut être accordé qu'aux médecins, pharmaciens et sages-femmes africains figurant sur un tableau établi par une commission spéciale de classement siégeant au commissariat aux colonies, dont la composition est fixée par l'article 5 ci-après. L'avancement a lieu d'une classe à la classe immédiatement supérieure.

Les nominations sont faites dans l'ordre du tableau.

ART. 5. — Les membres de la commission sont nommés par le commissaire aux colonies.

Ils comprennent :

*Président :*

le directeur du service de santé colonial,

*Membres :*

le directeur du personnel au commissariat aux colonies ou son représentant;

un inspecteur des colonies;

un médecin des troupes coloniales ou un médecin européen de l'assistance médicale indigène. (Un pharmacien des troupes coloniales pour les pharmaciens);  
deux agents du cadre choisis parmi les plus gradés présents au siège de la commission ou, à défaut, deux médecins des troupes coloniales.

En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

ART. 6. — La commission établit chaque année, dans le courant de décembre, le tableau d'avancement de l'année suivante.

ART. 7. — Pour être inscrits au tableau, les médecins, pharmaciens et sages-femmes africains doivent être proposés par le gouverneur général ou le gouverneur de la colonie dans laquelle ils sont en service, et avoir, au 1<sup>er</sup> janvier qui suit la date de la réunion de la commission, une ancienneté minimum de :

deux ans pour les promotions au grade de médecin, pharmacien et sage-femme africains de 2<sup>e</sup> et de 1<sup>re</sup> classe;

trois ans pour les promotions aux différentes classes de médecin, pharmacien et sage-femme africains principaux.

ART. 8. — Les états de propositions, comportant les notes du chef direct, du directeur ou du chef du service de santé de la colonie, et les appréciations du gouverneur général et du gouverneur de la colonie, devront parvenir au commissaire aux colonies au plus tard le 1<sup>er</sup> novembre de chaque année.

Les états concernant les promotions au grade de médecin, pharmacien principal ou sage-femme principale devront; en outre, spécifier que le candidat a subi avec succès l'examen d'aptitude prévu à l'article 9 ci-après.

ART. 9. — Pour être nommés au grade de médecin, pharmacien ou sage-femme principal, les médecins, pharmaciens et sages-femmes africains de 1<sup>re</sup> classe sont tenus d'accomplir, après l'expiration de la deuxième année de service effectif dans cette classe, sous la direction effective d'un médecin européen un stage préparatoire de trois mois à l'hôpital du chef-lieu de leur colonie d'affectation.

A l'issue de ce stage, les candidats subissent la première partie d'un examen d'aptitude, comportant des épreuves écrites.

Les candidats ayant satisfait à la première partie de l'examen d'aptitude sont dirigés sur l'hôpital central indigène de Dakar pour y accomplir un stage de perfectionnement de trois mois. Ce stage a lieu du 1<sup>er</sup> juillet au 1<sup>er</sup> octobre. A l'issue du stage de perfectionnement, les candidats subissent la deuxième partie de l'examen d'aptitude comportant des épreuves orales, des épreuves cliniques, des épreuves pratiques et de laboratoire.

Les programmes des deux parties de l'examen d'aptitude ainsi que les conditions dans lesquelles seront effectués les stages sont fixés par le directeur général de la santé publique en A. O. F.

ART. 10. — Le jury d'examen pour les deux parties de l'examen d'aptitude est composé comme suit :

*Président* — le directeur général de la santé publique en A. O. F.,

*Membres :*

le directeur de l'école de médecine;  
un professeur chargé de cours ou sage-femme diplômée française;

deux médecins européens de l'assistance médicale ou des troupes coloniales ou deux pharmaciens des troupes coloniales.

ART. 11. — Les candidats ayant satisfait aux examens et stages reçoivent un certificat d'aptitude qui est versé à leur dossier.

Pendant les trois années qui suivent, les candidats ayant échoué à la première partie de l'examen d'aptitude peuvent se présenter à nouveau, sans obligation du stage préparatoire; ceux ayant échoué à la deuxième partie de l'examen d'aptitude conservent le bénéfice de la première partie et peuvent se présenter à nouveau, sans obligation du stage de perfectionnement, à la seconde partie de l'examen d'aptitude.

### TITRE III

#### *Discipline*

ART. 12. — Les peines disciplinaires applicables au personnel du cadre commun des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains sont les suivantes :

- 1<sup>o</sup> — la réprimande;
- 2<sup>o</sup> — le blâme avec inscription au dossier;
- 3<sup>o</sup> — la radiation du tableau d'avancement;
- 4<sup>o</sup> — la rétrogradation;
- 5<sup>o</sup> — la révocation.

Sauf la réprimande, aucune peine disciplinaire ne peut être infligée sans que l'intéressé ait été, au préalable, appelé à fournir des explications écrites.

ART. 13. — La réprimande est infligée par le chef de service, le blâme avec inscription au dossier est infligé par le gouverneur général ou le gouverneur sur la proposition du chef hiérarchique de l'intéressé. Avis en est donné au département et mention en est faite au carnet de notes de l'intéressé.

La radiation du tableau d'avancement, la rétrogradation et la révocation sont prononcées par arrêté du commissaire aux colonies, sur rapport motivé du gouverneur général ou du gouverneur après avis d'une commission d'enquête composée comme suit :

*Président* — un administrateur en chef des colonies;

#### *Membres :*

deux médecins européens désignés par le gouverneur de la colonie;

deux agents du même cadre que l'intéressé et d'un grade supérieur ou au moins équivalent au sien.

### TITRE IV

#### *Retraites — Dispositions diverses*

ART. 14. — Les médecins africains, pharmaciens africains et sages-femmes africaines sont affiliés à la caisse intercoloniale des retraites, les services admissibles pour la retraite courant à partir du jour de l'entrée des élèves à l'école africaine de médecine et de pharmacie, non compris les années d'études qu'ils ont été autorisés à redoubler et sans qu'il y ait lieu à retenue pour pension ni à contribution de la colonie avant l'admission dans le cadre.

ART. 15. — Les médecins, pharmaciens et sages-femmes africains sont traités à titre gratuit dans les formations sanitaires quelle que soit l'origine de leur maladie.

### TITRE V

#### *Dispositions transitoires*

ART. 16. — Les médecins auxiliaires, les pharmaciens auxiliaires et les sages-femmes auxiliaires du cadre

de l'A. O. F. seront reclassés dans le cadre des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains, en conservant le bénéfice de leur grade et de leur ancienneté dans le grade.

ART. 17. — Les aides de santé du Cameroun peuvent être reclassés dans le cadre des médecins, pharmaciens et sages-femmes africains dans les conditions suivantes :

a) les candidats devront totaliser au moins trois années de service;

b) ils devront effectuer un stage de trois mois à l'hôpital central indigène de Dakar et subir, à l'issue du stage, un examen de passage dont les modalités seront analogues à celles de l'examen de fin d'études exigé des élèves de l'école africaine de médecine et de pharmacie.

c) ils seront alors classés dans le cadre des médecins africains au rang déterminé par le conseil de perfectionnement de l'école africaine de médecine et de pharmacie.

Les candidats ayant subi un premier échec peuvent être autorisés à se présenter l'année suivante.

ART. 18. — Le commissaire aux colonies est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 11 août 1944.

DE GAULLE.

Par le Gouvernement Provisoire de la République Française :

*Le Commissaire aux Colonies,*  
R. PLEVEN.

*ARRETE du 14 août 1944 portant organisation et réglant le fonctionnement de l'école africaine de médecine et de pharmacie de Dakar.*

LE COMMISSAIRE AUX COLONIES,

Vu le décret du 7 juin 1943 modifié par ceux des 4 septembre 1943 et 13 octobre 1943 portant création de commissariats du Gouvernement provisoire de la République française;

Vu le décret du 11 août 1944 instituant une école africaine de médecine et de pharmacie;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'école africaine de médecine et de pharmacie de Dakar, instituée par le décret susvisé du 11 août 1944 et habilitée à recevoir et former tous les médecins, pharmaciens et sages-femmes qui concourent au service de l'assistance médicale en A. O. F., en A. E. F., au Cameroun et au Togo, remplace l'école actuelle de médecine de Dakar et le centre d'instruction d'Ayos qui, seront supprimés à compter du 1<sup>er</sup> novembre 1944.

### TITRE PREMIER

#### *Direction et administration*

ART. 2. — L'école africaine de médecine et de pharmacie est gérée par un directeur nommé par arrêté du commissaire aux colonies sur proposition du directeur du service de santé colonial et qui, jusqu'à nouvel ordre, est également chargé de la direction de l'hôpital d'instruction et de ses annexes.

Le directeur est assisté pour la gestion administrative et financière, d'un économiste nommé dans les mêmes conditions, en matière d'enseignement, d'un sous-directeur qui est le professeur titulaire le plus ancien dans le grade le plus élevé.

Les attributions du sous-directeur sont fixées par l'article 10 ci-dessous. En cas d'absence ou d'empêchement, il assure l'intérim de la direction.

L'économe est secrétaire du conseil d'administration. Il suit la comptabilité en deniers et matières de l'école. Il dispose d'une caisse de menues dépenses dont le montant est fixé par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F., sur la proposition du conseil d'administration. Il est secondé par un comptable gestionnaire et des commis nécessaires à la tenue des écritures.

Les effectifs du personnel subalterne d'administration et de service sont fixés par le conseil d'administration. Ce personnel, ainsi que le comptable gestionnaire et les commis précités sont mis à la disposition du directeur de l'école par le gouverneur général de l'A. O. F.

ART. 3. — Le conseil d'administration de l'école africaine de médecine et de pharmacie est composé de la façon suivante :

*Président :*

Le directeur général de la santé publique en A.O.F.

*Membres :*

Le contrôleur financier de l'A. O. F.;  
Le directeur de l'école;  
Un représentant de l'A. O. F.;  
Un représentant de l'A.E.F.;  
Un représentant du Cameroun;  
(La même personne peut représenter les deux ou trois fédérations ou colonies précitées).

ART. 4. — Les attributions suivantes sont dévolues au conseil d'administration.

Il établit tous règlements intérieurs, à l'exception de ceux réservés au conseil de perfectionnement.

Il arrête, après visa du contrôleur financier de l'A. O. F., le budget préparé par le directeur de l'école ainsi que les comptes définitifs de chaque exercice.

Il approuve jusqu'à concurrence de 500.000 francs pour les marchés s'exécutant en une seule fois ou de 200.000 francs par an pour les marchés portant sur plusieurs exercices, les marchés passés par le directeur de l'école pour les achats de fournitures ou les travaux nécessaires.

Il accepte tous dons et legs, procède à toutes acquisitions et prend toutes mesures conservatoires utiles pour la sauvegarde des biens de l'école.

ART. 5. — Les décisions du conseil d'administration sont prises à la majorité des voix, la voix du président étant prépondérante en cas de partage. Elles sont consignées sur un procès-verbal signé du président et des membres présents.

## TITRE II.

### *Personnel et organismes d'enseignement*

ART. 6. — Le conseil de perfectionnement de l'école est composé comme suit :

*Président :*

Le directeur de la santé publique en A. O. F.

*Membres :*

Le directeur général de l'enseignement en A. O. F. (ou son représentant);  
Le directeur de l'école;  
Les professeurs titulaires.

ART. 7. — Le conseil de perfectionnement délibère sur toutes les matières se rapportant aux attributions qui lui sont fixées par le décret susvisé du 11 août 1944 : élaboration des programmes, distribution de l'enseignement, mesures techniques concernant le fonctionnement de l'école. Procès-verbal est dressé de ses délibérations qui sont prises à la majorité des voix, celle du président étant prépondérante en cas de partage.

ART. 8. — Les professeurs titulaires de chaires sont nommés sur proposition du directeur du service de santé colonial, pour une période de cinq ans renouvelable.

Le nombre de chaires à pourvoir est fixé par décision du commissaire aux colonies à qui les candidats doivent adresser leur demande, appuyée de l'exposé de leurs titres et de leurs travaux scientifiques.

ART. 9. — Les médecins et pharmaciens en service à Dakar peuvent être chargés de cours par arrêté du gouverneur général de l'A. O. F. sur proposition du directeur général de la santé publique en A.O.F. et avis du conseil de perfectionnement de l'école.

ART. 10. — La discipline des élèves et la surveillance des études à l'école et à l'hôpital d'instruction sont plus spécialement confiées au sous-directeur de l'école qui exerce ses attributions sous l'autorité du directeur et qui peut infliger directement les consignes et les réprimandes.

ART. 11. — Un conseil de discipline composé de trois membres, choisis par le conseil de perfectionnement parmi les professeurs titulaires ou les chargés de cours intéressés, se prononce sur les peines disciplinaires suivantes :

blâme;  
retrait d'emploi en ce qui concerne les externes, internes et les monitrices de maternité;  
privation de vacances;  
exclusion.

ART. 12. — Le personnel de surveillance comprend :  
un surveillant général, chargé des élèves médecins et pharmaciens;  
une surveillante générale, chargée des élèves sages-femmes;  
des auxiliaires.

Ce personnel est mis à la disposition du directeur de l'école par le gouverneur général de l'A. O. F. sur la demande du conseil d'administration.

## TITRE III.

### *Elèves — Etudes — Examens*

#### A. — ELÈVES EN MÉDECINE ET EN PHARMACIE

ART. 13. — Le nombre des élèves à admettre chaque année dans les sections de médecine et de pharmacie est fixé, par colonie ou par groupes de colonies, par arrêté du commissaire aux colonies.

Les candidats doivent remplir les conditions suivantes :

a) être citoyen ou sujet français, âgé de 18 ans au moins et de 25 ans au plus, au 1<sup>er</sup> janvier qui suit la date d'entrée à l'école. Les années de service militaire viendront en déduction de la limite de 25 ans;  
b) avoir satisfait à l'examen de sortie des sections préparatoires de l'école de médecine;  
c) produire un certificat établi par deux docteurs en médecine constatant que le candidat est sain, robuste

et bien constitué. Les conditions d'aptitude sont celles exigées pour le service militaire. Une contre-visite est passée au moment de l'entrée à l'école;

d) souscrire l'engagement de servir effectivement pendant dix années, soit dans le cadre des médecins et pharmaciens africains de l'assistance médicale, soit dans celui des officiers de santé militaire indigènes.

Cet engagement est signé par le candidat, par son père ou son tuteur ou son répondant coutumier. Une clause de l'engagement mentionne qu'en cas d'exclusion de l'école en dehors du licenciement pour raisons de santé, l'intéressé ou ses répondants reverseront tout ou partie des frais d'études et d'internat calculés suivant le taux fixé par le conseil d'administration de l'école;

e) produire un extrait de casier judiciaire ayant moins de trois mois de date ou toute autre pièce officielle en tenant lieu justifiant que le candidat n'a été l'objet d'aucune condamnation;

f) produire un certificat de bonnes vie et mœurs ayant moins de trois mois de date.

ART. 14. — Le programme des études comportant la désignation des différents stages à accomplir pour chacune des sections, établi par le conseil de perfectionnement de l'école est soumis pour approbation au commissaire aux colonies.

ART. 15. — Le passage des élèves d'une année à l'autre est subordonné à un examen de fin d'année portant sur les matières enseignées. Les sessions d'examen et la composition du jury sont fixées par le directeur de l'école. La moyenne exigée pour satisfaire à l'examen de passage est de 10 sur 20.

Les élèves ayant échoué à l'examen de passage peuvent être autorisés à redoubler l'année scolaire par le directeur de l'école après avis du conseil de perfectionnement. Un second échec entraînera l'exclusion de l'école à moins qu'il ne résulte d'une raison de santé; le conseil de perfectionnement statuera.

ART. 16. — En fin de scolarité, les élèves sont soumis à un examen général dit examen de fin d'études comportant des épreuves théoriques et des épreuves cliniques.

La composition des jurys d'examen de fin d'études est fixée par le conseil de perfectionnement. Ces jurys sont composés de trois membres et présidés par le directeur de la santé publique en A. O. F. La moyenne exigée pour satisfaire à l'examen de fin d'études est de 10 sur 20.

Le classement général de sortie de l'école est établi en conseil de perfectionnement et transmis au commissaire aux colonies.

Les élèves qui ont échoué à l'examen de fin d'études peuvent être autorisés à redoubler la dernière année de scolarité par le directeur de l'école après avis du conseil de perfectionnement.

ART. 17. — Les trois élèves de la section de médecine classés premiers au classement général de la seconde année d'études sont nommés, pour un an, externes de l'hôpital central indigène.

Les deux élèves de la section de médecine classés premiers au classement général de la troisième année d'études sont nommés internes de l'hôpital central indigène.

La nomination des internes et externes de l'hôpital central indigène est faite par le directeur de l'école,

médecin-chef de l'hôpital d'instruction. Les fonctions d'internes et d'externes de l'hôpital central ouvrent droit pour les intéressés à une allocation spéciale qui est fixée par arrêté du gouverneur général de l'A.O.F. sur proposition du directeur de la santé publique.

## B. — ELÈVES SAGES-FEMMES

ART. 18. — Le nombre des élèves sages-femmes à admettre chaque année à l'école africaine de médecine et de pharmacie est fixé, par colonie ou par groupe de colonies, par arrêté du commissaire aux colonies.

Les élèves sages-femmes sont recrutées au concours. Ce concours sera ouvert dans les chefs-lieux des colonies et groupes de colonies; les modalités en seront fixées par le directeur du service de santé colonial.

Pour être admises à ce concours, les candidates doivent :

1<sup>re</sup> — Adresser une demande au gouverneur de la colonie;

2<sup>e</sup> — Produire un certificat de naissance ou un certificat administratif attestant que l'intéressée a 18 ans au moins et 25 ans au plus à la date du 1<sup>er</sup> janvier qui suit l'entrée à l'école de médecine et est née sur un territoire français;

3<sup>e</sup> — Fournir un certificat d'études primaires;

4<sup>e</sup> — Fournir un certificat de bonne conduite ou un certificat de bonnes vie et mœurs, ayant moins de trois mois de date;

5<sup>e</sup> — Produire un certificat médical délivré par un médecin européen constatant que la candidate est saine, robuste et bien constituée;

6<sup>e</sup> — Souscrire l'engagement de servir pendant une période de dix ans au moins dans les cadres de l'assistance médicale indigène, à compter de la date de nomination dans le cadre. Cet engagement est signé par la candidate, par son père ou tuteur ou répondant coutumier. Une clause de l'engagement spécifie qu'en cas de l'exclusion de l'école, en dehors du licenciement pour raisons de santé, l'intéressée ou ses répondants reverseront tout ou partie des frais d'études et d'internat calculés suivant le taux fixé par le conseil d'administration de l'école.

ART. 19. — Le programme des études et des stages, établi au conseil de perfectionnement, est soumis à l'approbation du commissaire aux colonies.

ART. 20. — Le passage des élèves sages-femmes d'une année à l'autre est subordonné à un examen portant sur les matières enseignées. La composition des jurys est fixée par le directeur de l'école. La moyenne exigée pour satisfaire à l'examen de passage est de 10 sur 20. En cas d'échec, l'autorisation de redoubler l'année scolaire est soumise à l'avis du conseil de perfectionnement dans les modalités prévues par l'article 16.

Les deux élèves de la section des sages-femmes classées premières à l'examen de passage de la deuxième à la troisième année sont nommées monitrices d'accouchement. Cette fonction de monitrice ouvre le droit aux allocations prévues pour les internes de la section de médecine et de pharmacie.

ART. 21. — En fin de scolarité, les élèves sages-femmes subissent un examen général dit examen de fin d'études, dont les modalités sont fixées par le conseil de perfectionnement.

## C. — DISPOSITIONS COMMUNES

ART. 22. — Le régime de l'école est l'internat. Pendant leurs années d'internat, les élèves ont droit à la nourriture, au logement et à l'habillement, ils portent un uniforme.

Les élèves reçoivent pour leurs menues dépenses, une allocation mensuelle dont le taux est fixé par décision du conseil d'administration.

Les dispositions concernant les vacances et congés sont arrêtées par le conseil de perfectionnement sur avis du directeur de l'école.

## TITRE IV.

*Dispositions transitoires*

ART. 23. — Le centre d'instruction d'Ayos étant supprimé en tant qu'école des aides de santé du Cameroun, les élèves aides de santé de ce centre sont autorisés à rentrer à l'école africaine de médecine et de pharmacie dans les conditions suivantes :

a) les élèves de troisième année de l'école des aides de santé du Cameroun peuvent rentrer en quatrième année d'études de médecine et de pharmacie;

b) les élèves de deuxième année peuvent rentrer en troisième année de l'école africaine de médecine et de pharmacie;

c) les élèves de première année peuvent rentrer en deuxième année de l'école africaine de médecine et de pharmacie.

Toutefois ces passages d'une année à l'autre restent subordonnés à un examen de passage dont les modalités seront fixées par le conseil de perfectionnement.

En cas d'échec à cet examen de passage, les élèves de l'école d'Ayos devront redoubler une année d'études à l'école africaine de médecine et de pharmacie.

ART. 24. — Les gouverneurs généraux de l'A.O.F. et de l'A.E.F., le gouverneur du Cameroun, le commissaire de la République au Togo et le directeur du service de santé colonial sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Alger, le 14 août 1944.

R. PLEVEN.

Indemnité de départ colonial

N° 605 Cab. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

6 décembre 1944. — Est promulgué dans le territoire du Togo, l'arrêté ministériel (colonies) du 10 septembre 1944 qui valide l'acte dit « arrêté ministériel du 13 octobre 1942 » abrogeant et remplaçant par de nouvelles dispositions l'article 94 du décret du 2 mars 1910, et qui remplace lui-même par de nouvelles dispositions le paragraphe III dudit arrêté (indemnité de départ colonial).

## LE MINISTRE DES COLONIES,

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux;

Vu l'ordonnance du 3 juin 1943 portant institution du Comité français de la Libération nationale, ensemble les ordonnances des 3 juin et 4 septembre 1944;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est validé l'acte de l'autorité de fait se disant Gouvernement de l'Etat français, dit arrêté du 13 octobre 1942, modifiant l'article 94 du décret du 2 mars 1910.

ART. 2. — Le paragraphe III de l'arrêté du 13 octobre 1942 est remplacé par les dispositions suivantes :

« Jusqu'à la cessation des hostilités, l'indemnité de départ colonial sera exceptionnellement égale à quatre-vingt-dix jours de solde nette de présence majorée du supplément provisoire de traitement; elle ne pourra être payée plus d'un mois avant la date fixée pour l'embarquement des ayants droit à destination de leur nouveau poste ».

ART. 3. — Le Ministre des Colonies est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le 10 septembre 1944.

R. PLEVEN.

## ACTES DU HAUT-COMMISSARIAT

Association des anciens combattants et victimes de la guerre

ARRETE N° 2899 A. P. du 24 octobre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, portant réorganisation du Gouvernement général de l'Afrique occidentale française, et les actes subséquents qui l'ont modifié;

Vu le décret du 19 septembre 1936, portant réduction des dépenses administratives au Togo;

Vu l'ordonnance du 2 septembre 1943, modifiée le 13 octobre 1943, portant réorganisation des Associations d'Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, ensemble le décret du 2 septembre 1943, modifié par le décret du 14 octobre 1943;

Vu la lettre n° 18 du 13 octobre 1944 du président du Conseil d'administration de l'Association Régionale des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre de l'Afrique occidentale française et du Togo, et les statuts y annexés;

## ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont approuvés les statuts de l'Association Régionale des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre de l'Afrique occidentale française et du Togo, tels qu'ils ont été arrêtés par le Conseil d'administration de cette association le 13 octobre 1944.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 24 octobre 1944.

P. COURNARIE.

## STATUTS

ARTICLE PREMIER. — Il est créé en Afrique occidentale française et au Togo une association d'anciens combattants et victimes de la guerre qui prend le nom « d'Association Régionale des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre de l'Afrique occidentale française et du Togo ».

L'association est constituée dans le cadre des règles de l'ordonnance du 2 septembre 1943, modifiée le 13 octobre 1943 et du décret du 2 septembre 1943, modifié le 14 octobre 1943, notamment en ce qui con-

cerne les conditions exigées des membres des différents organes de direction de l'association régionale et de ses filiales.

L'association est reconnue d'utilité publique.

ART. 2. — L'association a pour but :

De coordonner l'action de ses adhérents pour l'œuvre de libération et de reconstitution de la France;

De créer un lien permanent de relations, d'assistance et de défense mutuelle;

De coordonner leurs efforts par la création d'organes d'études et d'action pour la réalisation des justes desiderata des sociétaires.

Pour cet objet, l'association régionale s'articule en « associations locales ».

Les associations locales sont au nombre de six, correspondant chacune au ressort territorial ci-après :

Sénégal-Mauritanie;

Circonscription de Dakar et Dépendances;

Soudan français;

Guinée française;

Côte d'Ivoire;

Dahomey-Niger-Togo.

L'association s'interdit de se réclamer d'un mouvement politique quelconque.

ART. 3. — Pourront adhérer à l'association :

1<sup>re</sup> — Les titulaires de la carte du combattant de la guerre 1914-1918 et des théâtres extérieurs d'opérations, ainsi que les participants à la guerre commencée en septembre 1939 qui rempliront les conditions requises pour l'obtention de la carte du combattant;

2<sup>o</sup> — Les veuves, orphelins, ascendants des militaires tués ou disparus de la guerre 1914-1918, des théâtres extérieurs d'opérations, de la guerre commencée en 1939, ainsi que les ayants droit des militaires décédés dans les conditions ouvrant droit à pension des suites d'une blessure reçue ou d'une maladie contractée ou aggravée à l'occasion d'un service de guerre.

ART. 4. — Les demandes d'admission sont reçues par le bureau de chaque association locale.

La qualité de membre de l'association se perd :

1<sup>re</sup> — Par démission, adressée au président de chaque association locale;

2<sup>e</sup> — Par radiation pour défaut de paiement de la cotisation ou pour motif grave; le membre intéressé étant toujours appelé, au préalable, à fournir ses explications. La radiation est prononcée par le bureau de l'association locale sauf recours au Conseil d'administration de l'association régionale.

#### A. — ASSOCIATION RÉGIONALE

##### Organisation générale

ART. 5. — L'universalité de l'association régionale est représentée par un Conseil d'administration composé de vingt-quatre membres délégués par les associations locales, selon le tableau de répartition ci-dessous :

Associations locales	Citoyens	Sujets français
Sénégal-Mauritanie .....	2	1
Dakar .....	4	2
Soudan français .....	4	2
Guinée française .....	2	1
Côte d'Ivoire .....	2	1
Dahomey-Niger-Togo .....	2	1
	<u>16</u>	<u>8</u>

Ces délégués sont désignés par chaque association locale d'après les modalités fixées par ses statuts ou par son règlement intérieur particulier.

Les associations locales peuvent désigner, en qualité de délégués, des membres résidant hors de leur ressort territorial.

ART. 6. — Le Conseil d'administration élit dans son sein un Comité directeur qui comprend :

Un président;

Un vice-président;

Un secrétaire;

Un trésorier;

Quatre membres.

Un membre du Comité directeur au minimum doit être choisi parmi les membres sujets français du Conseil d'administration.

ART. 7. — Le Conseil d'administration élit en outre trois questeurs-contrôleurs financiers.

Ces questeurs sont choisis parmi les membres de l'association possédant une compétence technique reconnue. Leur mandat est annuel, et renouvelable.

Ils peuvent être pris en dehors du Conseil d'administration de l'association régionale.

L'un au moins des questeurs-contrôleurs financiers est obligatoirement choisi parmi les représentants de l'association régionale auprès du Conseil d'administration de l'Office colonial des Mutilés, Combattants, Victimes de la Guerre et Pupilles de la Nation.

Les fonctions de questeur-contrôleur financier sont gratuites et ne donnent lieu qu'au remboursement des frais éventuellement exposés et justifiés.

ART. 8. — Le Conseil d'administration désigne enfin chaque année, et pour l'année en cours, ses représentants au Comité directeur de la Fédération des Associations d'Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

Le choix de ces représentants peut porter sur des personnes résidant hors du territoire de l'Afrique occidentale française et du Togo.

Ces fonctions sont gratuites et ne donnent lieu qu'au remboursement des frais exposés et justifiés.

ART. 9. — La durée du mandat des membres du Conseil d'administration de l'association régionale est de trois ans.

En cas de vacances partielles, les membres défaillants sont remplacés jusqu'à la date normale d'expiration du mandat par de nouveaux membres délégués par les associations locales intéressées.

Au cas où la moitié des sièges au moins deviendrait simultanément vacante, il y aurait lieu à renouvellement général.

Les membres sortants sont rééligibles.

ART. 10. — Le Comité directeur est élu pour un an.

Les vacances sont comblées par vote du Conseil d'administration.

ART. 11. — Au cas où il y a lieu à renouvellement général du Conseil d'administration avant l'expiration du mandat régulier des membres du Comité directeur, ce mandat prend fin de droit.

Toutefois, le Comité directeur en exercice reste en fonctions jusqu'à l'installation du nouveau Comité.

ART. 12. — Ceux des membres du Conseil d'administration dont le mandat de délégué d'une association locale n'a pas été renouvelé ne prennent pas part à l'élection du nouveau Comité.

ART. 13. — Les membres sortants du Comité directeur sont rééligibles, à condition qu'ils n'aient pas perdu leur qualité de délégué d'une association locale.

#### *Comité directeur*

ART. 14. — Le Comité directeur administre l'association régionale. Il délibère obligatoirement sur toutes questions importantes. Il se réunit sur convocation de son président, ou sur la demande du quart de ses membres.

ART. 15. — Le président de l'Association Régionale des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre, président du Comité directeur, dirige le fonctionnement de l'association, conformément aux prescriptions des statuts. Il préside les réunions du Comité directeur et du Conseil d'administration.

Il représente l'association dans tous les actes civils et judiciaires et dans ses rapports avec les pouvoirs publics, les administrations, les groupements et associations diverses, avec la presse et avec les particuliers.

Il assure l'exécution des décisions du Comité directeur et du Conseil d'administration. Il convoque ces deux assemblées.

Il vise toutes les dépenses, reçoit la correspondance. Il peut déléguer la signature au secrétaire pour la correspondance ordinaire.

Il vise les procès-verbaux, reçoit les réclamations auxquelles, après avis du Comité directeur, il donne la suite qu'elles comportent.

ART. 16. — Le vice-président seconde le président. Il le supplée, soit d'office, en cas d'absence ou d'empêchement, soit sur délégation.

ART. 17. — Le secrétaire dirige et surveille le secrétariat. Il rédige et signe les procès-verbaux des séances du Conseil d'administration, fait tenir les registres de correspondance, signe les correspondances pour lesquelles il a reçu mandat du président, procède, sur l'ordre du président, à l'envoi des convocations. Il vise les dépenses conjointement avec le président.

Il est chargé, en outre, de la conservation des archives et de leur classement, du mouvement et de l'envoi des imprimés.

ART. 18. — Le trésorier a la charge et la responsabilité des fonds qui lui sont confiés.

Il encaisse les recettes, effectue les dépenses. Chaque encaissement fait l'objet de la délivrance d'une quittance à souche.

Les paiements sont ordonnancés par le président du Conseil d'administration. Les titres en sont contre-signés par le secrétaire.

Le trésorier tient la comptabilité générale de l'association, en deniers et en matières. Tous les mouvements de fonds sont portés sur un livre de comptabilité dont il a la tenue.

Il est détenteur de toute la comptabilité, des titres de propriété, de l'association : baux, actes d'achat, de vente, de cession.

Il ne peut garder en compte, à vue, qu'une somme équivalente au roulement des fonds nécessaires pour la marche de l'œuvre pendant le mois courant ainsi qu'il est fixé au budget général, adopté annuellement par le Conseil d'administration.

Il s'assure de l'entretien et de l'état du matériel en service et en dresse inventaire.

Il prépare tous les projets d'achat, vente de biens meubles et immeubles, aliénations, locations, qu'il soumet à l'approbation du Comité directeur.

ART. 19. — Les membres n'ayant pas de fonction déterminée ont voix délibérative au sein du Comité. Ils remplissent en outre les missions qui peuvent leur être confiées par le Comité.

Les fonctions de membres du Comité directeur ne comportent aucune rémunération, excepté les frais éventuels de déplacement et de séjour.

#### *Commissions*

ART. 20. — Il peut être constitué auprès du Comité directeur des Commissions composées d'anciens combattants ou victimes de la guerre, appartenant ou non au Comité directeur ou au Conseil d'administration, et désignés en raison de leur compétence particulière par le Comité directeur.

Ces Commissions ont pour but de donner tous avis sur les questions soumises à leur examen.

Les fonctions de membres des Commissions ne comportent aucune rémunération excepté les frais éventuels de déplacement et de séjour.

Les membres des Commissions sont convoqués, s'il y a lieu, aux réunions du Comité directeur et du Conseil d'administration.

#### *Commission de contrôle*

ART. 21. — Les questeurs-contrôleurs financiers constituent la Commission de contrôle.

La Commission de contrôle a pour objet de suivre la gestion financière du trésorier et d'en vérifier la saine exécution. Elle établit en fin d'année un rapport sur la gestion financière qu'elle soumet au Comité directeur et au Conseil d'administration en séance plénière annuelle.

Les questeurs-contrôleurs financiers procèdent à époques régulières au contrôle de la comptabilité et des fonds. Ils peuvent procéder à des vérifications inopinées.

L'un des questeurs-contrôleurs rédige le rapport annuel de contrôle financier, en accord avec ses deux collègues, et le présente au Conseil d'administration en séance annuelle, après l'avoir soumis, pour avis, au Comité directeur.

#### *Conseil d'administration*

ART. 22. — Le Conseil d'administration, dont la composition et le rôle sont définis aux articles 5, 6, 7, 8 et 9 ci-dessus, se réunit sur la convocation du président ou sur la demande d'un quart au moins de ses membres.

Son ordre du jour est réglé par le Comité directeur. Son bureau est celui du Comité directeur.

Les membres n'assistant pas aux réunions peuvent déléguer leur voix dans les formes régulières prévues par la loi.

ART. 23. — Le Conseil d'administration doit être réuni au moins une fois par an en session ordinaire aux fins :

a) D'entendre obligatoirement les rapports :

1<sup>o</sup> — Du président sur l'activité de l'association régionale;

2<sup>o</sup> — Du trésorier sur sa gestion financière;

3<sup>o</sup> — De l'un des questeurs-contrôleurs financiers, au nom de ses collègues, sur le contrôle financier;

b) D'approuver les comptes de l'exercice clos, de voter le budget de l'exercice suivant;

c) De procéder au renouvellement du Comité directeur, ainsi qu'à la désignation des questeurs-contrôleurs financiers et des représentants de l'association régionale au sein du Comité directeur de la Fédération Française des Anciens Combattants et Victimes de la Guerre.

#### *Ressources de l'association régionale*

ART. 24. — Les ressources de l'association régionale proviennent :

1<sup>re</sup> — Des biens meubles et immeubles de l'ex-Légion de l'Afrique Noire à l'échelon fédéral;

2<sup>o</sup> — D'un pourcentage sur les cotisations;

3<sup>o</sup> — Des dons, legs, produits des manifestations, des publications et autres activités autorisées de l'association;

4<sup>o</sup> — Des subventions éventuelles des collectivités publiques.

#### B. — ASSOCIATIONS LOCALES

ART. 25. — Les associations locales d'anciens combattants et victimes de la guerre se constituent respectivement dans chacun des six ressorts territoriaux déterminés à l'article 2.

Dans le cadre des présents statuts, elles établissent elles-mêmes leurs statuts particuliers. Ces statuts doivent obligatoirement prévoir la présence de deux sujets français au sein de leur organe de direction.

Ils sont soumis à l'approbation du Chef de la colonie ou du territoire du siège de l'association.

ART. 26. — Les associations locales sont reconnues d'utilité publique et possèdent la personnalité civile. Leurs ressources sont constituées par :

1<sup>o</sup> — Une part des cotisations;

2<sup>o</sup> — Les biens meubles et immeubles de l'ex-Légion de l'Afrique Noire à l'échelon colonie;

3<sup>o</sup> — Le produit des activités autorisées;

4<sup>o</sup> — Les subventions éventuelles des collectivités publiques;

5<sup>o</sup> — Les dons, legs, etc...

ART. 27. — Les modalités de répartition du produit des cotisations entre l'association régionale et les associations locales seront réglées par le Comité directeur de l'association régionale.

ART. 28. — Les statuts particuliers des associations locales pourront prévoir la création de sections pourvues d'une certaine autonomie financière.

#### C. — DISPOSITIONS TRANSITOIRES

ART. 29. — Pour permettre la mise en route de l'association régionale, le Conseil d'administration élu le 20 février 1944 restera en fonctions jusqu'à la constitution du Comité directeur prévu par les présents statuts.

Il aura pour mission de veiller à l'instauration dans les plus brefs délais, du Conseil d'administration tel qu'il est défini à l'article 5 des présents statuts.

A cet effet, il se mettra en rapports directs, par l'intermédiaire de son bureau, avec les milieux d'anciens combattants et victimes de la guerre de chaque colonie ou territoire de l'Afrique occidentale française et du Togo aux fins de la désignation, par voie d'entente, du nombre réglementaire de délégués, tel qu'il ressort du tableau inséré à l'article 5.

A titre provisoire le Conseil d'administration composé dans ces conditions pourra exceptionnellement comporter un effectif supérieur à vingt-quatre membres, de manière à permettre aux membres du Conseil d'administration régulièrement élus le 20 février 1944 de conserver leur siège. Toutefois, le nombre de ces membres supplémentaires ne pourra pas être supérieur à deux.

ART. 30. — Dès que les délégués seront ainsi au complet, le Conseil d'administration sera réuni à la diligence du président actuel.

Après avoir ouvert la séance, le président invitera le Conseil à élire le Comité directeur, qui entrera immédiatement en fonctions.

ART. 31. — Dès la constitution effective des associations locales, il sera procédé à la formation d'un nouveau Conseil d'administration dans les conditions spécifiées à l'article 5.

#### D. — DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ART. 32. — Les présents statuts ne pourront être modifiés que par une délibération du Conseil d'administration de l'association régionale.

Le projet de modification devra être communiqué à tous les membres du Conseil un mois au moins avant la date fixée pour la délibération.

Si, au jour fixé pour la délibération, les trois quarts des membres ne sont pas présents, le Conseil sera convoqué à nouveau à quinze jours au moins d'intervalle, et cette fois l'assemblée pourra valablement délibérer quel que soit le nombre des membres présents.

Dans tous les cas, les statuts ne peuvent être modifiés qu'à la majorité des deux tiers des membres présents.

Toute modification aux statuts de l'association régionale est soumise à l'approbation du Gouverneur général.

ART. 33. — La dissolution de l'association régionale est prononcée dans les mêmes conditions.

En cas de dissolution, le Conseil d'administration désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'association régionale et détermine l'affectation de l'actif net.

ART. 34. — Les procès-verbaux des délibérations du Conseil d'administration sont adressés sans délai au Commissaire aux Affaires sociales et au Commissaire aux Colonies par l'intermédiaire du Gouverneur général, Haut-Commissaire de la République au Togo.

ART. 35. — Un règlement intérieur, arrêté par le Comité directeur et soumis à l'approbation du Conseil d'administration, fixera les détails du fonctionnement intérieur de l'association régionale.

Dakar, le 13 octobre 1944.

*Le Président du Conseil d'administration;*  
Papa SECK DOUTA.

*Le Secrétaire,*

Baye SAMUEL.

*Les membres du Conseil d'administration*

DIOP Ismael, THIAM, EL HADJI OUSMANE, BENGA Michel.

### Marchandises d'importation

ARRETE N° 3017 S.E. du 9 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
HAUT-COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et les textes modificatifs;

Vu le décret du 2 mai 1939, concernant l'application de la loi du 11 juillet 1938 sur l'organisation générale de la nation pour le temps de guerre dans les territoires d'outre-mer dépendant de l'autorité du département des colonies;

Vu le décret du 31 janvier 1944, portant institution et organisation d'un établissement public dénommé « Comité du Commerce Extérieur de l'A.O.F. et du Togo »;

Vu l'arrêté N° 1042 S.E. du 8 avril 1944, fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation soumises au contrôle du Comité du Commerce Extérieur et destinées à être commercialisées, arrêté complété par l'arrêté N° 2611 du 16 septembre 1944;

Vu l'arrêté N° 2757 T.P. du 5 octobre 1944, fixant les conditions de répartition et réglementant la mise en vente des produits industriels;

Sous réserve d'approbation en commission permanente du conseil de Gouvernement;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Pour la réalisation, sur le programme de 1945 des commandes de marchandises d'importation étrangères pour lesquelles le retour à la voie commerciale sera admis, la procédure suivante sera appliquée.

ART. 2. — Dès notification des contingents accordés, le Comité du Commerce extérieur en effectuera la répartition théorique entre les secteurs de répartition déterminés par l'arrêté N° 1042 du 8 avril 1944.

ART. 3. — Des licences d'importation seront délivrées, dans les limites des contingents ainsi fixés, aux importateurs pouvant prétendre aux répartitions, en vertu des dispositions de l'arrêté N° 1042 du 8 avril 1944 et des textes modificatifs, à Dakar par le Comité du Commerce extérieur, dans les autres secteurs de répartition par le service qui sera désigné à cet effet par le chef de la colonie intéressée.

ART. 4. — Les licences seront établies :

*Soit globalement, au nom d'un syndicat ou d'un groupement d'importateurs*, pour les contingents correspondant aux parts de ses membres — ledit syndicat étant tenu, lors de la réception des marchandises, d'effectuer la répartition selon les règles posées par l'arrêté N° 1042 susvisé;

*Soit individuellement, au nom d'un commerçant faisant partie ou non d'un syndicat ou groupement*, sous réserve que la part individuelle de ce commerçant atteigne au moins 5 % du contingent affecté au secteur de répartition; les attributaires titulaires d'un pourcentage inférieur devront adhérer à l'un des syndicats déjà existants ou constituer avec d'autres attributaires de nouveaux groupements d'importateurs habilités à recevoir et à réaliser, pour le compte de leurs membres, des licences globales comportant au moins 5 % du contingent à répartir;

*Soit encore, — et sans obligation d'un pourcentage minimum, — à un utilisateur ou un groupe d'utilisateurs*, pour des articles ou des marchandises à usage spécial nettement déterminé et qui auront été compris dans les contingents fixés, en vue de la satisfaction des besoins spéciaux de cet utilisateur ou de ce groupe d'utilisateurs.

Toutefois, lorsque ces articles ou ces marchandises seront compris dans la nomenclature des produits industriels, annexée à l'arrêté N° 2757 du 5 octobre 1944, la délivrance des licences d'importation sera subordonnée à l'accord du directeur de la Production Industrielle ou de son délégué.

ART. 5. — Le délai de validité des licences d'importation est fixé à 180 jours, non compris le jour de la délivrance. Toutefois, des prorogations d'une durée de 90 jours pourront être accordées si, à l'expiration des délais, les titulaires des licences apportent la preuve du placement des commandes.

ART. 6. — La réglementation applicable aux opérations commerciales soumises au contrôle des changes fera l'objet d'instructions de la Direction Générale de la Caisse Centrale et de la Direction de l'Office des changes de l'A.O.F.

ART. 7. — L'importation de marchandises étrangères qui ne font pas l'objet ou qui cesseraient d'être l'objet d'un contingentement reste simplement subordonnée à l'accomplissement des formalités prévues par le décret du 9 septembre 1939 relatif au règlement des importations et des exportations en temps de guerre.

ART. 8. — Les Gouverneurs des colonies du groupe, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo et le Directeur général des Services Economiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré et communiqué partout où besoin sera, et publié aux *Journaux Officiels* de l'A.O.F. et du territoire sous mandat du Togo.

Dakar, le 9 novembre 1944.

*Pour le Gouverneur Général absent :*

*Le Gouverneur, Secrétaire Général,  
chargé de l'expédition des affaires courantes,  
Y. DIGO.*

ARRETE N° 3053 S.E. du 15 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,  
CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904, réorganisant le Gouvernement général de l'A.O.F., et les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté n° 1042 S.E. du 8 avril 1944, fixant les conditions de répartition des marchandises d'importation soumises au contrôle du Comité du Commerce extérieur et destinées à être commercialisées, complété par l'arrêté n° 653 S.E. du 29 février 1944 et modifié par l'arrêté n° 2611 S.E. du 16 septembre 1944;

Vu l'arrêté n° 2757 T.P. du 5 octobre 1944, concernant la répartition des produits industriels importés en Afrique occidentale française et au Togo;

Vu l'arrêté n° 3017 S.E. du 9 novembre 1944, fixant les modalités d'importation de marchandises étrangères par voie de licences;

Vu le télégramme n° 672 du 27 octobre 1944 du Gouverneur du Soudan;

Sous réserve d'approbation en commission permanente du conseil de Gouvernement;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article premier de l'arrêté n° 1042 S.E. du 8 avril 1944 est abrogé et remplacé par le texte suivant :

« *Article premier.* — En vue d'assurer la répartition des marchandises réceptionnées par les soins du Comité du Commerce extérieur ou de ses représentants ou par

voie administrative, les colonies du Soudan, de la Guinée, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey, du Niger et le Territoire du Togo constituent chacun un secteur de répartition. Les colonies du Sénégal, de la Mauritanie et le territoire de la Circonscription de Dakar et Dépendances sont groupés en un secteur unique de répartition; toutefois, des sous-secteurs de répartition pourront être constitués à l'intérieur de ce dernier sur proposition du Conseil de gestion du Comité du Commerce extérieur, après avis des Chambres de Commerce intéressées.

« Sous les réserves énoncées aux articles 11 et 12 ci-après, les répartitions effectuées en application du présent arrêté n'ont, en ce qui concerne les produits industriels figurant à la nomenclature annexée à l'arrêté n° 2757 TP. du 5 octobre 1944, qu'une valeur de commercialisation des produits étant mis à la disposition des utilisateurs finals dans les conditions prévues au susdit arrêté. Le plan de répartition de ces mêmes produits entre les secteurs et sous-secteurs créés au présent article est établi par le Directeur Général des Travaux publics (Direction de la Production industrielle) ».

ART. 2. — L'expression « Groupe Dakar-Sénégal-Mauritanie-Soudan » est remplacée par l'expression « Groupe Dakar-Sénégal-Mauritanie » dans les articles 4, 5, 6, 7 et 10 de l'arrêté n° 1042 du 8 avril 1944 et dans l'article 2 (a) 2° de l'arrêté n° 2611 S.E. du 16 septembre 1944.

ART. 3. — Les Gouverneurs des Colonies du Groupe, le Gouverneur, Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, le Commissaire de la République au Togo, le Directeur Général des Travaux Publics (Direction de la Production industrielle) et le Directeur Général des Services économiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Dakar, le 15 novembre 1944.

Pour le Gouverneur Général, absent :

Le Gouverneur, Secrétaire Général,  
chargé de l'expédition des affaires courantes,  
Y. DIGO.

#### Production coloniale

ARRETE N° 3125 SE. du 21 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR GÉNÉRAL DE L'A. O. F.,

• CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

Vu le décret du 18 octobre 1904 portant réorganisation du Gouvernement général de l'A.O.F. et les textes subséquents qui l'ont modifié;

Vu la loi du 14 mars 1942 complétant, modifiant et codifiant le régime des prix dans les territoires relevant du Secrétariat d'Etat aux Colonies;

Vu l'arrêté N° 1.680 SE. du 3 mai 1943 modifiant l'article 2 de la loi précitée du 14 mars 1942;

#### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — La valeur FOB port d'embarquement des produits ci-dessous désignés provenant de la récolte 1944-45 et destinés à l'exportation hors de l'A.O.F. est fixée ainsi qu'il suit, à la tonne :

1° — *Arachides décortiquées du Sénégal (exportation en vrac)*

- a) Dakar . . . . . 6.740 francs,
- b) Kaolack, Foundiougne, Lyndiane, M'Bour, Joal, Popenguine . . . . . 6.297 —

2° — *Arachides décortiquées de Casamance*

(Exportation en vrac) . . . . . 6.238 francs.

3° — *Arachides décortiquées du Soudan*

(Exportation en vrac) . . . . . 4.500 —

4° — *Arachides décortiquées de la Guinée Française, de la Côte d'Ivoire, du Togo et du Dahomey*

(Exportation en vrac) . . . . . 3.700 —

5° — *Bananes séchées désinsectisées de Guinée Française et de Côte d'Ivoire*

(Exportation en vrac sous caissettes ou paniers de 20 kgs. tapissés intérieurement de papier Kraft) . . . . . 27.500 —

6° — *Beurre animal non raffiné. (Exportation en fûts à rendre)*

a) Par Dakar, en provenance du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan et du Niger (via Gao) . . . . . 22.178 —

b) Par Cotonou, en provenance du Niger . . . . . 21.818 —

7° — *Cacao, en fèves*

récolte principale de Côte d'Ivoire et du Togo (Exportation en sacs) . . . . . 6.200 —

8° — *Café — Toutes Colonies ou Territoire (Exportation en sacs)*

A) *Variétés Robusta, Kouillou, Petit Indénit, Niaouli*

a) Qualité courante . . . . . 13.500 —

b) Qualité supérieure . . . . . 14.700 —

c) Brisures et Triages . . . . . 9.000 —

B) *Variétés Gros Indénit Excelsa*

a) Qualité courante . . . . . 12.000 —

b) Qualité supérieure . . . . . 13.200 —

c) Brisures et Triages . . . . . 7.500 —

C) *Variété Libéria*

a) Qualité courante . . . . . 10.500 —

b) Qualité supérieure . . . . . 11.700 —

c) Brisures et Triages . . . . . 6.000 —

D) *Variété Arabica*

a) Qualité courante . . . . . 17.500 —

b) Qualité supérieure . . . . . 18.700 —

c) Qualité choix . . . . . 20.700 —

d) Brisures et Triages . . . . . 13.000 —

9° — *Caoutchouc sylvestre — Toutes Colonies et Territoire — (Exportation en bérés)*

a) Première qualité . . . . . 22.400 —

b) Deuxième qualité . . . . . 20.160 —

c) Troisième qualité . . . . . 19.040 —

d) Déchets . . . . . 13.440 —

10° — *Cire d'abeilles clarifiée, toutes provenances*

(Exportation en sacs) . . . . . 34.448 —

11° — *Coprah, toutes provenances*

(Exportation en vrac) . . . . . 4.300 —

12° — *Graines de coton, toutes provenances*

(Exportation en sacs) . . . . . 1.300 —

13° — <i>Gingembre sec, toutes provenances</i> (Exportation en sacs) . . . . .	20.000 francs.
14° — <i>Gommes arabiques</i> — (Exportation en sacs) :	
A) <i>Provenance Sénégal-Mauritanie (Dakar)</i>	
a) Variété « Ferlo » . . . . .	13.847 —
b) Variété « Kaédi » et « Cascas » . . . . .	12.772 —
c) Variété « Sénégal » ou « Bas du Fleuve » . . . . .	12.215 —
B) <i>Provenance Soudan (Dakar)</i>	
a) Variété « Galam » . . . . .	11.751 —
b) Variété « Tombouctou » . . . . .	11.667 —
c) Variété « Salabreidas » . . . . .	5.010 —
15° — <i>Huile de palme, toutes provenances</i>	
a) Exportation en vrac . . . . .	4.820 —
b) Exportation en fûts à rendre . . . . .	5.060 —
16° — <i>Kani en gousses</i> — (Exportation en sacs)	
Toutes provenances . . . . .	12.200 —
17° — <i>Kapok égrené</i> — Toutes provenances — (Exportation en balles pressées et cerclées)	
a) Qualité supérieure . . . . .	15.600 —
b) Qualité moyenne . . . . .	13.900 —
c) Qualité ordinaire . . . . .	12.500 —
18° — <i>Amandes de karité</i> — (Exportation en sacs)	
a) Provenance Côte d'Ivoire, Togo et Dahomey . . . . .	4.050 —
b) Provenance Soudan . . . . .	4.950 —
19° — <i>Beurre de karité fondu non raffiné</i> — (Exportation en fûts à rendre)	
a) Provenance Côte d'Ivoire, Togo et Dahomey . . . . .	13.300 —
b) Provenance Soudan . . . . .	14.950 —
20° — <i>Beurre de karité fondu raffiné et désodorisé</i> — Provenance Dakar	
Exportation en fûts à rendre . . . . .	23.000 —
21° — <i>Laine</i> — Provenance Soudan — (Exportation par Dakar, en balles)	
a) Standard n° 1 . . . . .	30.704 —
b) Standard n° 2 . . . . .	27.872 —
c) Standard n° 3 . . . . .	25.038 —
22° — <i>Maniguettes toutes provenances</i> — (Exportation en sacs)	
a) En graines . . . . .	28.000 —
b) En gousses . . . . .	12.200 —
23° — <i>Miel</i> — Toutes provenances — Exportation en fûts à rendre . . . . .	13.500 —
24° — <i>Palmistes</i> — (Exportation en vrac)	
a) En provenance de Casamance, de la zone maritime de Guinée Française, de Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Togo . . . . .	2.550 —
b) En provenance de la zone forestière de Guinée Française . . . . .	7.200 —
25° — <i>Piments secs</i> — (Exportation en sacs)	
A) <i>Petits et moyens</i>	
a) En provenance de Guinée, Côte d'Ivoire, Togo et Dahomey . . . . .	11.200 —

b) En provenance du Soudan . . . . .	11.500 francs.
B) <i>Gros</i>	
a) En provenance de Guinée, Côte d'Ivoire, Togo et Dahomey . . . . .	8.400 —
b) En provenance du Soudan . . . . .	8.700 —
26° — <i>Graines de Ricin</i> — Toutes provenances	
Exportation en sacs . . . . .	4.710 —
27° — <i>Poivre en grains</i> — Toutes provenances	
Exportation en sacs . . . . .	19.300 —
28° — <i>Graines de sésame</i> — Toutes provenances	
Exportation en sacs . . . . .	3.900 —
29° — <i>Souchet</i> — Toutes provenances	
Exportation en sacs . . . . .	8.300 —
30° — <i>Tapioca</i> — Toutes provenances	
Exportation en sacs . . . . .	5.900 —

ART. 2. — Les Gouverneurs du Sénégal, de la Mauritanie, du Soudan, de la Guinée Française, de la Côte d'Ivoire, du Dahomey et du Niger, le Commissaire de la République au Togo et le Gouverneur Administrateur de la Circonscription de Dakar et Dépendances, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Dakar, le 21 novembre 1944.

Pour le Gouverneur Général absent,  
Le Gouverneur Secrétaire Général,  
chargé de l'expédition des affaires courantes,  
Y. DIGO.

P. T. T.

#### Valeur déclarée

N° 3127 DT. — Par arrêté du Gouverneur général de l'A.O.F. en date du :

21 novembre 1944. — La limite de garantie et de déclaration des valeurs contenues dans une même lettre ou dans une même boîte est fixée à Cent mille frs. (100.000) dans les relations intérieures à l'A.O.F., Franco-Coloniales, Intercoloniales et Internationales.

#### Produits industriels

ADDITIF à la nomenclature annexée à l'arrêté n° 2757 TP. du 5 octobre 1944 (J. O. Togo du 1<sup>er</sup> novembre 1944 page 510).

Ajouter à la rubrique 3-A de la nomenclature :

3-A. — Toiles à sacs et à voiles, bâches et toiles à bâches, tous filés et tissus à usage industriel.

#### ACTES DU POUVOIR LOCAL

##### Eau

ARRETE N° 588 TP. du 24 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,  
CROIX DE GUERRE,  
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'instruction générale sur la comptabilité des matières appartenant à l'Etat au compte du département des colonies, du 16 janvier 1905;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu l'arrêté No 114 du 23 février 1938, portant organisation du Service des Travaux Publics;

Vu l'instruction du 4 octobre 1938, sur la comptabilité administrative des travaux en régie;

Sur la proposition du Chef du Service des Travaux Publics et des Mines du Togo;

Le conseil d'administration entendu;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le prix de vente de l'eau au compteur est fixé à 5 francs le mètre cube, net de toutes majorations.

ART. 2. — La redevance due par les usagers non desservis par compteurs sera déterminée forfaitairement par contrats particuliers, passés entre le Territoire et l'usager.

ART. 3. — Pour les fonctionnaires, cette redevance est fixée comme suit :

a) Fonctionnaires logés dans des bâtiments desservis dans l'appartement :

Par mois : par logement . . . 15 m<sup>3</sup>

par personne . . . 3 m<sup>3</sup>

b) Fonctionnaires logés dans des appartements n'ayant l'eau que dans la concession :

Par personne et par mois : . . . 1 m<sup>3</sup> 500

ART. 4. — Les recettes provenant de cette vente seront inscrites en recettes au Chapitre 3 — Article 3 — Parag. 1 du Budget Local.

ART. 5. — Le présent arrêté sera enregistré, publié et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 24 novembre 1944.

J. NOUTARY.

### Huile de palme

ARRETE No 589 AE. du 25 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu la lettre 560 SEP. et le télégramme 351 SEP. des 14 et 24 octobre 1944 du Gouverneur général;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont interdits jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1944 tous achats d'huile de palme. Les commerçants détenant de l'huile de palme devront en faire la déclaration dans les 24 heures, à Lomé au Chef du Bureau Economique, ailleurs aux chefs de Circonscription qui adresseront les déclarations accompagnées des procès-verbaux de vérification au Chef du Bureau Economique.

ART. 2. — A partir du 1<sup>er</sup> décembre 1944 les prix d'achat minima aux producteurs sont fixés comme suit :

	à la tonne	à l'estagnon
Agouévé . . . . .	3.262	57
Sangara . . . . .	3.248	57
Mission Tové . . . . .	3.112	55
Noépé . . . . .	3.225	57
Tsévié . . . . .	3.208	56
Badja . . . . .	3.190	56
Anécho . . . . .	3.177	56
Assahoun . . . . .	3.162	55
Agbélouvhé . . . . .	3.136	55
Tovégan . . . . .	3.131	55
Nuatja . . . . .	3.056	53
Agou-gare . . . . .	3.040	53
Palimé . . . . .	2.979	52
Atakpamé . . . . .	2.864	50
Akoviépé . . . . .	3.119	55
Gapé . . . . .	3.046	53
Kévé . . . . .	3.169	55

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et des circonscriptions et autres lieux publics.

Lomé, le 25 novembre 1944.

J. NOUTARY.

### Ricin

ARRETE No 590 AE. du 25 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu la lettre 560 SEP. et le télégramme 351 SEP. des 14 et 24 octobre 1944 du Gouverneur général;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les achats de ricin sont interdits pour compter de la publication du présent arrêté jusqu'au 1<sup>er</sup> décembre 1944.

Les commerçants détenteurs de ricin sont tenus d'en faire la déclaration dans les 24 heures à Lomé au Chef du Bureau Economique, ailleurs aux Chefs de Circonscription qui la transmettront au Chef du Bureau Economique accompagnée des procès-verbaux de vérification de stocks.

ART. 2. — La campagne d'achat du ricin récolte 1944-1945 est ouverte pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1944 : les prix minima d'achat aux producteurs sont fixés comme suit :

	Frs.
Lomé . . . . .	3.072
Mission-Tové . . . . .	2.943
Noépé . . . . .	3.018
Tsévié . . . . .	3.007
Badja . . . . .	2.996
Anécho . . . . .	2.984

Assahun . . . . .	2.977
Agbéluvé . . . . .	2.959
Nuatja . . . . .	2.908
Agou . . . . .	2.899
Palimé . . . . .	2.861
Atakpamé . . . . .	2.803
Anié . . . . .	2.771
Blita . . . . .	2.700
Sokodé . . . . .	2.275

Dans les autres centres les prix seront fixés par les Chefs de Circonscription compte tenu des seuls frais de transports routiers aux tarifs en vigueur.

ART. 3. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et des circonscriptions et en tous autres lieux publics.

Lomé, le 25 novembre 1944.

J. NOUTARY.

#### Marchandises d'importation

ARRETE N° 591 AE. du 25 novembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu l'arrêté général 1042 sec./7 du 8 avril 1944 fixant les conditions de répartition des marchandises importées sous contrôle administratif et l'arrêté 326 AE. du 23 juin 1944;

Vu l'arrêté 285 AE. du 31 mai 1944 fixant les conditions de mise en vente et de circulation des marchandises importées;

Vu l'arrêté général 2997 sec./7 du 7 novembre 1944;

Vu les arrêtés 393 AE. et 400 AE. des 28 et 31 juillet 1944;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Chef du Bureau Economique fixe chaque mois les contingents de marchandises diverses débloquées dans les maisons de commerce de Lomé, en vue de la vente à la population indigène de Lomé.

ART. 2. — Sur ces quantités les commerçants importateurs devront réserver un minimum de 50 % pour la vente en gros et demi gros, ce pourcentage devant être réparti comme suit :

50 % au représentant accrédité des Libano-Syriens;

30 % aux commerçants installés avant guerre et pouvant justifier du paiement en 1939 d'une patente équivalente à celle de revendeur en boutique d'articles d'importation;

20 % aux commerçants patentés autres que ceux ci-dessus.

Toute vente en gros ou demi gros pour revente à Lomé est strictement subordonnée à la présentation d'un bon d'achat délivré par l'Administrateur-Maire.

ART. 3. — Une carte d'alimentation indigène est instaurée à Lomé en faveur des habitants régulièrement recensés de la Commune-Mixte de Lomé non titulaires de cartes d'alimentation européennes.

Un arrêté municipal fixera chaque mois les marchandises auxquelles cette carte donne droit, d'après les débloques mensuels du Bureau Economique.

Les commerçants de Lomé ne pourront vendre au détail les marchandises en question que sur présentation des cartes dont les tickets correspondants devront être détachés et conservés par le vendeur, ou sur bons spéciaux que l'Administrateur-Maire est habilité à délivrer à l'occasion des cérémonies familiales et coutumières, pour services rendus et en faveur des habitants de localités de la Subdivision de Lomé dépourvues de factoreries.

Toutefois, en aucun cas, les maisons de commerce ne devront dépasser, dans leurs ventes en gros, demi gros et détail, le montant des déblocages prévus à l'article 1<sup>er</sup> sauf délivrance par le Chef du Bureau Economique de bons d'achat hors déblocages.

ART. 4. — Les commerçants devront adresser à l'Administrateur-Maire, avant le 5 de chaque mois, les justifications de toutes leurs sorties du mois écoulé soit :

a) pour les ventes au détail, les tickets des cartes d'alimentation européenne et indigène ainsi que les bons d'achat spéciaux du Maire. C'est sur présentation de ces tickets que l'Administrateur-Maire délivrera aux Libano-Syriens et autres revendeurs de détail les bons d'achat en gros et demi gros qui seuls permettront à ces commerçants d'obtenir de nouvelles livraisons des maisons importatrices comme fixé à l'article 2 in fine du présent arrêté;

b) pour les envois ailleurs qu'à Lomé, les ordres de déblocage donnés par le Chef du Bureau Economique;

c) pour les ventes en gros ou demi gros à Lomé, les bons d'achat du Maire prévus à l'article 2 ci-dessus et les bons hors déblocages du Chef du Bureau Economique prévus à l'article 3 in fine.

ART. 5. — Les infractions au présent arrêté et notamment :

a) La vente de marchandises soumises à déblocage mensuel au delà de ces déblocages;

b) la vente de marchandises rationnées à des non titulaires de cartes;

c) le refus de vendre de telles marchandises lorsque les conditions régulières sont remplies;

d) les ventes en gros ou demi gros à Lomé, sans bons de l'Administrateur-Maire;

e) la non concordance des stocks avec les justifications présentées —  
seront passibles des sanctions de la loi du 14 mars 1942.

ART. 6. — Sont abrogés les arrêtés 393 et 400 AE. des 28 et 31 juillet 1944 susvisés.

ART. 7. — Vu l'urgence, le présent arrêté sera rendu immédiatement applicable par voie d'affichage à la mairie de Lomé, dans les bureaux des P.T.T. et autres lieux publics.

Lomé, le 25 novembre 1944.

J. NOUTARY.

#### Tapioca

ARRETE N° 599 AE. du 1<sup>er</sup> décembre 1944.

LE GOUVERNEUR DES COLONIES,

CROIX DE GUERRE,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE AU TOGO,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu la loi du 14 mars 1942 et tous textes s'y rapportant;

Vu le télégramme n° 351 SEP. du 24 octobre 1944;

### ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est fixé à 4.055 francs la tonne pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945 le prix d'achat minimum du tapioca au producteur à Anécho.

Les prix dans les autres centres seront fixés par le Commandant de Cercle compte tenu des seuls frais de transports routiers décomptés aux tarifs réglementaires.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 1<sup>er</sup> décembre 1944.

*P. le Commissaire de la République absent :*

*Le Secrétaire Général,  
chargé de l'expédition des affaires  
courantes et urgentes,*

*H. GAUDILLOT.*

### Main d'œuvre pénale

N° 606 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

9 décembre 1944. — Sont modifiés, conformément au tableau ci-annexé, les prix de cession de certains objets de vannerie confectionnés par la main-d'œuvre pénale, fixés par l'arrêté N° 473/F. du 1<sup>er</sup> septembre 1942.

Le présent arrêté rentrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1945.

ARTICLE	DESIGNATION UNITÉ	SUBDIVISION DE LOMÉ
		<i>Frs.</i>
Corbeille rectangulaire pour correspondances . . .	pièce	15,—
Panier genre voirie . . . . .	—	7,—
Panier de cuisinier . . . . .	—	20,—
Corbeille à papier . . . . .	—	20,—
Balais . . . . .	—	5,—
Panier pour plants d'arbres . . . . .	—	5,—
Stores . . . . .	—	40,—
Ficelle de bureau . . . . .	mètre	0,20
Corde de 4 m/m . . . . .	—	0,40
— 6 m/m . . . . .	—	0,70
— 8 m/m . . . . .	—	0,90
— 10 m/m . . . . .	—	1,10
— 12 à 14 m/m . . . . .	—	1,50

N° 607 F. — Par arrêté du Commissaire de la République au Togo en date du :

9 décembre 1944. — Sont fixés comme suit pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945 les taux journaliers de cession de la main-d'œuvre pénale :

### CERCLE DE LOMÉ

	<i>Frs.</i>
Subdivision de Lomé . . . . .	12,—
Subdivision de Tsévié . . . . .	10,—
(Camp pénal au Km. 39) . . . . .	13,—

CERCLE D'ANÉCHO . . . . . 10,—

### CERCLE DU CENTRE

	<i>Frs.</i>
Subdivision d'Atakpamé . . . . .	8,—
Subdivision de Klouto . . . . .	10,—

### CERCLE DE SOKODÉ

Subdivision de Sokodé . . . . .	6,—
Subdivision de Lama-Kara . . . . .	5,—
Subdivision de Bassari . . . . .	5,—

### CERCLE DE MANGO

Subdivision de Mango . . . . .	6,—
Subdivision de Dapango . . . . .	5,—

## ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

### ACTES DU POUVOIR CENTRAL

#### Services vétérinaires des Colonies

#### Tableau d'avancement

Par arrêté du Commissaire aux Colonies en date du 2 septembre 1944. — Sont inscrits au tableau complémentaire d'avancement pour 1944 du personnel du cadre général des Vétérinaires des Colonies,

*Pour l'emploi de vétérinaire adjoint de 2<sup>e</sup> classe*

M. Brinon Jean-Maurice;

vétérinaires adjoints de 3<sup>e</sup> classe.

### ACTES DU POUVOIR LOCAL

#### PERSONNEL INDIGÈNE

#### Affectation

Par décision N° 496 P. du :

6 décembre 1944. — M. Kudjo Hermann, moniteur surnuméraire du cadre commun secondaire de l'Enseignement de l'A.O.F., mis à la disposition du Commissaire de la République au Togo par arrêté n° 2733 P./2 du 3 octobre 1944 et arrivé au Territoire le 23 novembre 1944, est affecté à l'Ecole Régionale d'Anécho.

#### Gardes-frontières

#### Affectation — Révocation

Par décision N° 488 P. du :

30 novembre 1944. — Le garde-frontière de 5<sup>e</sup> cl. Monteiro Albert, précédemment en service au poste de Bitjabé (Subdivision de Bassari — Cercle de Sokodé), est affecté à la brigade des Douanes de Lomé, pour compter du 13 novembre 1944.

Par arrêté N° 600 P. du :

4 décembre 1944. — Le garde-frontière de 5<sup>e</sup> cl. Kponton Servatius, en service au poste des Douanes de Klouto, est révoqué de ses fonctions pour refus d'obéissance.

## DIVERS

### Allocations

Par arrêté n° 594 F. du :

25 novembre 1944. — Les allocations de retraite suivantes sont accordées aux agents des cadres locaux indigènes ci-après :

1<sup>o</sup>) Allocation de retraite pour ancienneté de services au taux annuel de Mille neuf cent quarante cinq francs (1.945 frs.) avec indemnités de charges de famille, à M. Blao Hermann, surveillant de route de 1<sup>re</sup> classe des travaux publics du Togo, né à Lassa (Subdivision de Lama-Kara — Sokodé) vers 1887.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1943.

2<sup>o</sup>) Allocation de retraite proportionnelle au taux annuel de Mille huit cent quatre vingt sept francs (1.887 frs.), avec indemnités de charges de famille à M. Etou Messan Frantz, ouvrier de 1<sup>re</sup> classe des travaux publics du Togo, né à Gbodjomé (Cercle d'Anécho Togo) vers 1893.

La date de jouissance de cette allocation est fixée au 1<sup>er</sup> octobre 1944.

La dépense résultant du paiement des allocations ci-dessus et des indemnités pour charges de famille y afférentes, est imputable au Budget Local du Togo.

Par arrêté n° 595 F. du :

25 novembre 1944. — Sont accordées, les allocations ci-après, aux veuves et orphelins ci-dessous désignés :

1<sup>o</sup>) Allocation de veuve au taux annuel de Neuf cents francs (900 frs.) avec jouissance du 8 mai 1943 à la Dame Poovi Nyidoupé (veuve Dossouvi) née à Anécho vers 1885, demeurant à Lomé.

2<sup>o</sup>) Allocations de veuve au taux annuel de quatre cent soixante six francs (466 frs.) avec jouissance du 11 janvier 1944 à chacune des veuves, ci-dessous désignées :

Akpénou Andélé, (veuve Abalo) née à Atakpamé vers 1907, demeurant à Atakpamé,

Adjangba Fanie, (veuve Abalo) née à Atakpamé vers 1907 et y demeurant,

Slifou Téné, (veuve Abalo) née à Atakpamé vers 1907 et y demeurant.

3<sup>o</sup>) Allocations au taux annuel de Quatre vingt treize francs (93 frs.) avec jouissance du 11 janvier 1944 à chacun des orphelins :

Abalo Thérèse Ahouéfa, née à Atakpamé en 1931,

Abalo Comlan Félicien, né à Atakpamé le 8 mai 1934,

Abalo Adjoavi Emilia, née à Mango le 29 mars 1937,

Abalo Akoéba Mathilde, née à Mango le 28 janvier 1940,

Abalo Massan Léontine, née à Mango le 11 avril 1943, enfants légitimes de la femme Akpénou Andélé.

4<sup>o</sup>) Allocations au taux annuel de Cent cinquante cinq francs (155 frs.) avec jouissance du 11 janvier 1944 à chacun des orphelins :

Abalo Mensah, né à Atakpamé le 3 octobre 1931,

Abalo Ayaba, née à Atakpamé, le 6 décembre 1934,

Abalo Illétan Delphine, née à Mango le 17 janvier 1938, enfants légitimes de la femme Adjangba Fanie.

Abalo Kouassi, né à Amoutchou (Atakpamé) le 3 novembre 1935,

Abalo Adjoa, née à Atakpamé en 1938,

Abalo Akoébavi Marie, née à Atakpamé le 21 mars 1943, enfants légitimes de la femme Salifou Téné.

Conformément à l'article 13 paragraphes 5 et 6 de l'arrêté du 17 décembre 1937, les allocations attribuées aux orphelins sont reversibles sur les ayants-droit d'un même groupe.

La dépense résultant du paiement de ces allocations est imputable au budget local du Togo.

### Expulsion

Par arrêté n° 602 A. P. A. du :

5 décembre 1944. — Il est enjoint à la nommée Ounasso Alimata, Dossi, âgée de 28 ans environ, née à Porto-Novo (Dahomey), fille de feu Ounasso et de Houngboto, revendeuse, domiciliée à Porto-Novo, de passage à Lomé, quartier Ahanoukopé, de quitter le territoire du Togo à compter de la notification du présent arrêté qui lui sera faite par les soins du Chef du Service de la Sûreté du Togo.

Il lui est interdit de réparaître sur toute l'étendue du territoire du Togo.

### Main d'œuvre cabraise

Par arrêté n° 598 T. P. du :

27 novembre 1944. — Une avance de cent mille francs (100.000 frs.) renouvelable et scindable en deux mandats de cinquante mille francs est mise à la disposition de M. Lombard Armand, ingénieur-adjoint de 4<sup>e</sup> classe, chef de la Subdivision des Travaux publics du sud, à Lomé, en vue d'assurer, le paiement des dépenses d'entretien et la nourriture de la main d'œuvre cabraise, recrutée pour les travaux du camp d'aviation.

M. Lombard aura droit à l'indemnité prévue à l'arrêté n° 69 F. du 5 février 1944.

Les avances faites au compte du Budget Local, seront justifiées conformément aux prescriptions de l'article 149 du décret du 30 décembre 1912.

### Pension

Par arrêté N° 593 F. du :

25 novembre 1944. — Une pension proportionnelle au taux annuel de Sept cent soixante francs (760 frs.) est accordée au garde de 1<sup>re</sup> classe Tanore, Mle 760, né en 1897 à Kokouandé (Cercle de Mango) Togo, avec jouissance du 1<sup>er</sup> août 1944.

La dépense résultant du paiement de cette pension est imputable au budget local du Togo.

### Sociétés indigènes de prévoyance

Par décision N° 487. AE. du :

29 novembre 1944. — Sont désignés pour remplir les fonctions de secrétaires-trésoriers de Société Indigène de Prévoyance, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1945:

M.M. Atoutonou Emmanuel, à Palimé;  
Acolatse Hubert, à Lomé;  
Ephoevi Isaac, à Anécho;  
d'Almeida Francisco, à Sokodé;  
Bessi Gabriel, à Mango;  
Ambroise Quadjose, à Atakpamé.

Les présidents des S.I.P. fixeront les salaires mensuels de ces agents.

#### Terrains domaniaux

##### Commissions

Par décision N° 497 DOM. du :

8 décembre 1944. — Une commission composée de :

M. le Commandant du Cercle de Lomé  
ou son délégué . . . . . *Président*

M.M. Grunitzky, agent des Travaux Publics à Lomé représentant de l'administration,  
Assah John, notable à Lomé,  
Lawson Andréas Boévi, notable à Lomé, } *Membres*

Les concessionnaires eux-mêmes,  
se réunira sur place à Ahanoukopé, sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur effectuée sur certains lots du lotissement d'Ahanoukopé, occupés respectivement par les nommés : Robert Vossah, (lot N° 1), Dogbe Doé, (lot N° 13), Samuel Edorh (lot N° 14), Jondo Michel (lot N° 26).

Il sera dressé pour chaque opération un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

Par décision N° 498 DOM. du :

8 décembre 1944. — Une commission composée de :

M. le Commandant du Cercle de Lomé  
ou son délégué . . . . . *Président*

M.M. Grunitzky, agent des Travaux Publics, représentant de l'administration,  
Assah John, notable à Lomé,  
Lawson Andréas, Boévi, notable à Lomé, } *Membres*

Bamezon Emmanuel, chef du quartier d'Ahanoukopé, représentant des concessionnaires absents,  
Les concessionnaires résidant à Lomé eux-mêmes,

se réunira sur place à Ahanoukopé, sur convocation de son président, à l'effet de constater l'état de certains lots du lotissement d'Ahanoukopé occupés respectivement par les nommés : Foliga Josué (lot N° 21), Sant'Anna Faustin (lot N° 28), Feubel Christine (lot N° 23), Lassey Combévy (lot N° 27), Aquérébum Samuel (lot N° 85), Venance Gabriel (lot N° 24), Johnson Adolphe (lot N° 78), Koffi Georges (lot N° 5), Gbadagovi Etsé (lot N° 68), Vossah Norbert (lot N° 2), Adékambi Michel (lot N° 8), Akovi Joseph (lot N° 70), Apété Martin (lot N° 10), Ayikoué Paul (lot N° 34), Djahlin James (lot N° 44), Amouzou Vitus (lot N° 11), Kponton Hubert (lot N° 39), Romao Joseph (lot N° 36), d'Oliveira Paul (lot N° 51), Dossou Jean (lot N° 64), N'Diaye Boubacar (lot N° 97), Piétri Lazare (lot N° 102), Byll Alexandre (lot N° 107), Messanvi Ferdinand (lot N° 113), Zinsou Christophe

(lot N° 117), Paty Daniel (lot N° 33), Hollala Houessou (lot N° 88), Héritiers Foly Martin (lot N° 58).

Il sera dressé pour chaque opération un procès-verbal descriptif et estimatif en triple exemplaire.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS ET COMMUNICATIONS

#### INTENDANCE MILITAIRE DU DAHOMEY-TOGO

##### Avis

*relatif à la clôture de l'exercice 1944  
du Budget Colonial au Togo.*

Les créanciers du budget colonial au Togo sont informés que par application du décret du 25 juin 1934 (article 1<sup>er</sup>) dont les dispositions ont été étendues aux colonies par le décret du 15 décembre 1934, la clôture de l'exercice 1944 est fixée au 31 décembre 1944.

Ils sont par suite invités à remettre à l'Intendant Militaire de Cotonou, et avant le 15 décembre 1944, les mémoires, comptes ou factures des sommes qui peuvent leur être dues au titre dudit exercice.

Les titulaires de mandats au compte du budget colonial (exercice 1944) devront en outre se présenter aux Caisses Trésor avant le 31 décembre 1944.

#### Curatelle aux successions et biens vacants

##### ARRONDISSEMENT JUDICIAIRE DE LOMÉ

Conformément aux dispositions de l'article 12 du décret du 27 janvier 1855 concernant l'administration des successions et biens vacants, il est donné avis de l'ouverture de la succession de M. Noga Mossi, menuisier, décédé à Zafi-Hetchiavie, Subdivision d'Anécho le 17 décembre 1943.

Les personnes intéressées sont invitées à faire valoir leurs droits au receveur des domaines chargé des successions et biens vacants.

Lomé, le 1<sup>er</sup> décembre 1944.

*Le Curateur,*  
BERLIE.

#### DOMAINES

*Avis de demande d'immatriculation  
au livre foncier du territoire du Togo*

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1288, déposée le 23 novembre 1944 le sieur Djobo, profession de cultivateur, demeurant et domicilié à Atakpamé-Gnagna, agissant en son

nom personnel comme propriétaire, majeur, non interdit, jouissant de ses droits civils, selon son statut personnel indigène et optant pour la législation française, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble rural, non bâti, consistant en un terrain ayant la forme d'un polygone irrégulier, sur lequel se trouvent quelques cultures vivrières saisonnières, d'une contenance totale de 4 hectares 28 ares et 42 centiares situé à Atakpamé, quartier Gnagna, Cercle du Centre (Togo), borné à l'est par Amoudji, au sud par Atchou Iglila, à l'ouest par Atchou Iglila et au nord par l'immeuble objet du Titre foncier N° 68 d'Atakpamé appartenant à la Mission Evangélique.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Suivant réquisition N° 1289, déposée le 29 novembre 1944 Mgr. Cessou Jean-Marie profession de Vicaire Apostolique de Lomé, demeurant et domicilié à Lomé, agissant en qualité de Président du Conseil d'administration de la Mission Catholique de Lomé, fonction

pour laquelle il a été agréé par décision du 11 mai 1926, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo, d'un immeuble urbain, non bâti, consistant en un terrain traversé par la voie-ferrée Lomé-Anécho en forme de quadrilatère irrégulier d'une contenance totale d'environ 65 ares 71 centiares situé à Baguida, Cercle de Lomé borné au nord, à l'est et au sud par terrain à Gassu, à l'ouest par la route vers la plage.

Il déclare que ledit immeuble appartient au Conseil d'Administration et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels autres que ceux ci-après détaillés, savoir :

1° — que les biens ayant une affectation de Mission, leurs fruits, intérêts et profits conserveront leur affectation de Mission;

2° — que ces biens ayant une affectation de Mission ne pourront être aliénés sans une autorisation préalable du Gouvernement Français.

*Le conservateur de la propriété foncière p. i.,*  
BERLIE.